

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-48

Objet : Constitution d'un groupement de commande pour la réalisation d'une étude de stratégie coordonnée de traitement des déchets

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Considérant que le contexte de la création du Pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon représente une réelle opportunité pour engager une démarche de concertation et de coopération sur le sujet du traitement des déchets ménagers,

Considérant que sept parmi les huit EPCI engagés dans la démarche de pôle territorial souhaitent ainsi mutualiser une prestation de service de type assistance à maîtrise d'ouvrage, pour définir une stratégie coordonnée pour le traitement des déchets ménagers, qui puisse servir de véritable outil d'aide à la décision permettant à chaque EPCI de se positionner,

Vu le code de la commande publique dans ses articles L. 2113-6 et L 2113-7,

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente, notamment en matière d'adhésion, de constitution, de mise en œuvre et d'exécution de groupements de commande,

Décide

Article 1 : d'approuver la constitution d'un groupement de commande pour la réalisation d'une étude de stratégie coordonnée de traitement des déchets, entre la Communauté d'agglomération du Grand Avignon, la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, la Communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse, la Communauté d'agglomération des Sorgues du Comtat, la Communauté de communes du Pays des Sorgues Monts de Vaucluse, la Communauté de communes du Pont du Gard et la Communauté de communes Vaison Ventoux.

Article 2 : d'approuver le projet de convention de groupement de commande rédigé à cet effet et annexé à la présente décision et d'autoriser Madame la Présidente de la CoVe à la signer.

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras le 27 juin 2023,


Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE

Objet : Etude portant sur :

- un état des lieux simplifié des différents flux de déchets produits sur le territoire des EPCI membres du groupement, et leurs modalités de traitement (phase 1),
- la définition d'une stratégie coordonnée pour le traitement des déchets incinérables (phase 2)
- les synergies possibles avec les autres déchets à traiter (phase 3, optionnelle)

Table des matières

Article I. OBJET DE LA CONVENTION.....	3
Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT	5
Article III. DEFINITION DES BESOINS	6
Article IV. NATURE DU GROUPEMENT.....	6
Article V. COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	6
5.01 Désignation du coordonnateur	6
5.02 Missions du coordonnateur	7
Article VI. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	8
Article VII. COMITE DE PILOTAGE ET COMITE TECHNIQUE.....	8
Article VIII. DUREE.....	9
Article IX. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS	9
Article X. DISPOSITIONS FINANCIERES	10
10.01 Prise en charge des dépenses liées au marché	10
10.1.1 Coordination de l'exécution financière des marchés	10
10.1.2 Répartition des dépenses entre les membres.	10
10.1.3 Remboursement des dépenses auprès du coordonnateur.....	10
10.02 Participation aux frais de coordination.....	10
Article XI. SORTIE DU GROUPEMENT.....	11
11.01 Adhésion au groupement	11
11.02 Sortie et dissolution du groupement	11
11.02-1 – Retrait intervenant avant la signature d'un marché :	11
11.02-2- Retrait intervenant après la signature du marché :	12
11.02-3- Résiliation :	13
Article XII. ACTIONS JURIDICTIONNELLES	13

PREAMBULE

Le contexte de la création du Pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon représente une réelle opportunité pour engager une démarche de concertation et de coopération sur le sujet du traitement des déchets ménagers. Cette démarche apparaît même primordiale sur la question de l'exploitation de l'usine de valorisation énergétique de Vedène, et les orientations associées du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, établi par la Région.

Les modalités de traitement des déchets au sein du territoire du Pôle territorial sont en effet particulièrement disparates, et l'organisation actuelle paraît peu propice aux mutualisations techniques et financières (cf : synthèse réalisée par l'AURAV en janvier 2023). Or ces mutualisations sont particulièrement importantes au regard de l'envolée des coûts actuelle, et du faible caractère concurrentiel du marché des déchets.

Les EPCI engagés dans la démarche de création du Pôle territorial, manifestent donc leur volonté de collaborer à la définition d'une stratégie coordonnée pour le traitement des déchets ménagers, cette volonté étant en particulier partagée par la Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon, qui est aussi le Président du SIDOMRA, ce syndicat intercommunal étant le propriétaire de l'usine de valorisation énergétique de Vedène.

Il s'agit :

- de rechercher les volumes et le périmètre pertinents pour optimiser globalement (d'un point de vue économique et environnemental) le fonctionnement de l'unité de valorisation énergétique de Vedène, pour mutualiser les investissements à venir de mise aux normes et d'amélioration de cette unité, et pour engager la nouvelle procédure de désignation du futur exploitant de l'usine, le tout au sein d'une gouvernance appropriée.

- de rechercher les synergies possibles pour le traitement des flux de déchets ménagers à l'échelle du grand bassin de vie d'Avignon.

Sept parmi les huit EPCI engagés dans la démarche de pôle territorial souhaitent ainsi mutualiser une prestation de service de type assistance à maîtrise d'ouvrage, qui puisse servir de véritable outil d'aide à la décision permettant à chaque EPCI de se positionner. Il est précisé que le huitième EPCI (Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien) ayant déjà engagé une étude similaire, ne participera pas directement à cette étude mutualisée, tout en maintenant une logique collaborative sur cette thématique, et en partageant avec les autres EPCI les résultats de sa propre étude.

Il est donc pour cela recouru à un marché d'étude conclu en groupement de commandes entre les sept EPCI, dans les conditions prévues aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique.

La présente convention définit les modalités d'organisation de ce groupement de commandes, constitué entre pouvoirs adjudicateurs.

Ceci préalablement exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article I. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes en vue de la passation de marchés conjoints portant sur une étude en trois phases:

Phase 1 (tranche ferme) : état des lieux simplifié

Réalisation d'un état des lieux simplifié à l'échelle du territoire des sept EPCI adhérents au groupement de commande, des différents flux de déchets produits sur ce territoire (déchets ménagers et assimilés, à l'exclusion des déchets ne relevant ni de la compétence des EPCI ni

de celle des syndicats mixtes à qui ces EPCI auraient transféré la compétence traitement des déchets), et de leurs modalités de traitement.

Cet état des lieux sera complété par un volet résumant les principaux éléments de situation relatif à l'usine de valorisation énergétique de Vedène :

- Obligations ou opportunités à venir en matière d'investissements sur le site, notamment :
 - o une possible modification des fours pour pouvoir incinérer les déchets issus de la part des encombrants collectés en déchetterie
 - o investissements pour diversifier/optimiser les valorisations de l'énergie (réseau de chaleur, hydrogène...)
- Evolution prospective estimée des tonnages au regard des capacités de l'usine et des capacités de traitement des territoires voisins

Phase 2 : stratégie coordonnée pour le traitement des déchets incinérables,

Définition d'une stratégie coordonnée pour le traitement des déchets incinérables, qui précisera notamment le périmètre et la structure porteuse les plus pertinents. Cette deuxième phase se subdivisera en deux sous-phases :

Sous-Phase 2.1 : proposition de scénarios (tranche ferme)

Le titulaire proposera différents scénarios à analyser, sur le périmètre géographique du territoire des EPCI engagés dans l'étude. Ces scénarios reposeront sur différentes hypothèses :

- de forme juridique permettant d'associer les différentes structures publiques concernées, en vue de la dévolution du futur contrat d'exploitation de l'usine de valorisation énergétique de Vedène
- de nature des déchets incinérables traités par l'usine (à minima les ordures ménagères résiduelles)

Le titulaire proposera des critères d'analyse à valider par les membres du groupement.

Il sera aussi demandé au titulaire dans cette sous-phase, au vu des données portées à sa connaissance, de faire des propositions de scénarios portant sur un ou des périmètres qui dépasseraient le périmètre des EPCI du pôle territorial.

La sous-phase se terminera par la sélection, par les membres du groupement, des scénarios à analyser. Si les membres du groupement sélectionnent parmi les scénarios, un ou des scénarios comprenant un périmètre géographique dépassant le périmètre des EPCI du pôle territorial, la sous-phase 2.2 sera affirmée.

Sous-Phase 2.2 : préparation des scénarios sur périmètre élargi (tranche optionnelle)

Il s'agit pour le titulaire dans cette sous-phase de rencontrer les autres EPCI concernés, de récupérer les données les concernant utiles à l'analyse des scénarios, et d'échanger avec eux sur leurs orientations.

Sous-Phase 2.3 : analyse des scénarios et choix du scénario retenu (tranche ferme)

Les scénarios retenus dans la ou les sous-phases précédentes donneront lieu à une analyse détaillée par le titulaire et à une cotation en fonction des critères d'analyse retenus.

Les membres du groupement procéderont alors au choix du scénario retenu.

Le titulaire proposera enfin, en clôture de cette phase 2, une feuille de route décrivant les étapes de mise en œuvre du scénario choisi.

Phase 3 : étude des synergies possibles pour les autres déchets (tranche optionnelle)

Si cette tranche est affermie, le titulaire étudiera les synergies possibles pour traiter les déchets non incinérables, que ce soit dans le cadre de la forme juridique retenue à l'issue de la phase 2, ou dans un autre cadre juridique.

Les flux étudiés seront notamment les flux issus des différentes déchetteries (déchets verts, bois, cartons, part non incinérables des encombrants...) et les biodéchets.

Des pistes d'organisation seront proposées par le titulaire à l'issue d'un travail collaboratif avec les membres du groupement.

Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT

La présente convention de groupement de commandes intervient après autorisation des assemblées délibérantes, données aux exécutifs.

Sont membres du présent groupement :

❖ **La Communauté d'agglomération du Grand Avignon**

Sise 320, chemin des Meinajariès BP 1259 Agroparc – 84911 AVIGNON cedex 9 :
Représenté par son Président Joël GUIN,
dûment habilité

❖ **La Communauté d'agglomération Ventoux- Comtat Venaissin**

Sise 1171, avenue du Mont Ventoux -84203 CARPENTRAS cedex
Représentée par sa Présidente Jacqueline BOUYAC,
dûment habilitée

❖ **La Communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse**

Sise 315, avenue Saint Baldou – 84300 CAVAILLON
Représentée par son Président Gérard DAUDET,
dûment habilité

❖ **La Communauté d'agglomération des Sorgues du Comtat**

Sise 340, boulevard d'Avignon CS 6075 – 84170 MONTEUX
Représentée par son Président Christian GROS,
dûment habilité

❖ **La Communauté de communes du Pays des Sorgues Monts de Vaucluse**

Sise 350, avenue de la Petite Marine – 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE
Représentée par son Président Pierre GONZALVEZ,
dûment habilité

❖ **La Communauté de communes du Pont du Gard**

Sise 21 bis, avenue du Pont du Gard – 30210 REMOULINS
Représentée par son Président Pierre PRAT,
dûment habilité

❖ **La Communauté de communes Vaison Ventoux**

Sise 375, avenue Gabriel Péri BP 90 - 84110 VAISON-LA-ROMAINE
Représentée par son Président Jean-François PERILHOU,
dûment habilité

Article III. DEFINITION DES BESOINS

Les parties au groupement décident de se coordonner pour la passation et la conclusion de marchés conjoints portant sur l'étude en trois phases telle que décrite à l'article I.

Le contenu détaillé de la mission d'étude, constituant le cahier des charges, fera l'objet d'une validation par l'ensemble des membres du groupement.

Le groupement pourra conclure un marché simple ou un accord-cadre, éventuellement exécuté à bons de commande dans les conditions édictées aux articles R.2162-1et s. et R.2162-13 et s. du Code de la commande publique.

De même, le groupement pourra conclure des marchés allotis.

Un premier marché de prestation intellectuelle est envisagé. Toutefois, il est expressément prévu que le groupement pourra recourir à de nouveaux marchés portant sur le même objet dans le cas :

- d'une résiliation anticipée du premier marché attribué
- de la volonté des membres du groupement de réaliser des études complémentaires.

La poursuite du groupement en vue de la passation d'un nouveau marché ou marché complémentaire nécessitera simplement l'accord écrit du représentant de chaque membre.

Il est expressément entendu que chacun des membres pourra se retirer et renoncer à la poursuite du groupement de commandes pour la passation d'un nouveau marché, par courrier simple de son représentant. Il sera alors fait application des dispositions du 11-2-1 ci-après, analysé comme un « retrait intervenant avant la signature du marché ».

Dans une telle hypothèse, la poursuite du groupement pour un nouveau marché de même objet donnera lieu à un nouveau calcul de la répartition des dépenses, en fonction du nouveau périmètre du groupement, après retraits éventuels de certains membres.

Article IV. NATURE DU GROUPEMENT

Le présent groupement est constitué entre les personnes morales de droit public susvisées, selon la formule dite « d'intégration totale ».

En conséquence, le coordonnateur du groupement assure

- la coordination de la passation des procédures,
- la signature des marchés groupés,
- la notification desdits marchés
- l'exécution financière et technique des marchés.

Ces missions sont détaillées au 5.2 ci-après.

Article V. COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

5.01 Désignation du coordonnateur

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (La CoVe) est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Elle est chargée, à ce titre, d'organiser l'ensemble des opérations nécessaires à la satisfaction du besoin décrit à l'article III de la présente convention.

Le représentant du coordonnateur du groupement est Mme la Présidente de la CoVe ou, par délégation de signature ou de fonction, l'un des vice-présidents qu'elle désignera pour la représenter.

5.02 Missions du coordonnateur

Dans le respect des dispositions du Code de la commande publique, les missions du coordonnateur sont les suivantes :

✓ *Mettre en œuvre l'organisation technique et administrative de la procédure de mise en concurrence :*

- Recenser les besoins ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises, à partir des éléments fournis par chacun des membres ;
- Communiquer ces documents aux membres du groupement ;
- Choisir et conduire la procédure de passation du marché ;
- Publier l'avis d'appel public à la concurrence ou organiser la consultation directe d'opérateurs économiques ;
- Mettre le dossier de consultation des entreprises à disposition des candidats potentiels et organiser la dématérialisation de la procédure lorsqu'elle est requise ;
- Centraliser les questions éventuelles des candidats
- Après consultation des membres éventuellement concernés, diffuser les réponses ;
- Réceptionner les candidatures et les offres ;
- Analyser les candidatures et les offres des candidats, en collaboration avec les membres du groupement ;
- Mener les négociations éventuelles avec les candidats ;
- Organiser d'éventuelles auditions des candidats ;
- Communiquer aux membres du groupement le résultat de l'analyse des offres ;
- Organiser et animer la commission d'appel d'offres du groupement ;
- Finaliser la procédure d'attribution du marché : vérification du respect des obligations fiscales et sociales de l'attributaire pressenti, information aux candidats non retenus.
- Signer le marché au nom et pour le compte du groupement ;
- Assurer sa transmission au contrôle de légalité si celle-ci est requise ;
- Notifier les pièces du marché au candidat retenu.

⇒ Le coordonnateur transmettra à chacun des membres du groupement un exemplaire des pièces du marché.

✓ *Mettre en œuvre l'organisation technique, administrative et financière de l'exécution du ou des marchés publics :*

- Procéder au suivi contractuel du ou des marchés
- Formaliser les commandes ou l'ordre de démarrage de la prestation,
- Procéder au paiement des factures
- Appliquer les éventuelles pénalités contractuelles
- Instruire les avenants éventuels au(x) marché(s), les faire signer, les transmettre au contrôle de légalité éventuellement, et les notifier.

A cet égard il est précisé que tout avenant aux marchés groupés requiert l'avis favorable de l'ensemble des membres du groupement. Lorsque la réglementation le prévoit, les avenants seront autorisés par la commission d'appel d'offres du groupement. Dans les autres cas, l'avenant sera autorisé par courrier du représentant de chaque membre du groupement.

L'avenant pourra néanmoins être conclu en cas d'accord majoritaire des membres du groupement. Dans ce cas, les membres opposés à la conclusion de l'avenant pourront mettre en œuvre la procédure de retrait décrite à l'article 11-2 ci-après, sans pénalités financières.

- Procéder à la reconduction des marchés pluriannuels.
- Prononcer, le cas échéant, la résiliation du ou des marché(s)
- Formaliser les demandes de subventions relatives aux dépenses des marchés groupés.

Article VI. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué par les parties désignées à l'article II. Celles-ci sont dénommées « membres » du groupement de commandes et sont signataires de la présente convention.

Les membres du groupement s'engagent à :

➔ En phase de consultation :

- communiquer au coordonnateur les informations relatives au recensement de leurs besoins ;
- prendre connaissance et valider le projet de pièces du marché ;
- fournir au coordonnateur les réponses aux éventuelles questions des candidats, lorsque ces informations ne sont pas directement accessibles au coordonnateur

➔ En phase d'exécution

- Engager comptablement les dépenses qui lui seront imputables au titre du marché
- s'acquitter du paiement des dépenses pour la part qui leur incombe, auprès du coordonnateur sur présentation d'un titre de recettes accompagné des pièces du marché et toute pièce justificative utile au paiement

La demande de remboursement faite par le coordonnateur auprès des membres du groupement sera présentée déduction faite des subventions perçues.

- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du ou des marchés.
- Informer le coordonnateur de toute modification envisagée dans les conditions d'exécution, a fortiori si celles-ci ont un impact sur les conditions contractuelles nécessitant la conclusion d'un avenant au(x) marché(s).

A cet égard il est précisé que, s'agissant de marchés conjoints et partagés, le coordonnateur sera chargé de la conclusion des avenants.

- Informer le coordonnateur d'une éventuelle non reconduction en cas de marché pluri-annuel.

En cas de conclusion d'un marché pluriannuel, reconductible, le membre du groupement qui envisage de ne pas reconduire le marché en avise le coordonnateur par courrier recommandé avec accusé de réception et copie aux autres membres du groupement, dans un délai minimum de quatre mois avant le terme annuel dudit marché. Il est alors fait application des dispositions relatives au retrait d'un membre, décrites à l'article 11-2-2.

En l'absence d'une telle notification intervenue dans les délais, le coordonnateur procède à la reconduction du ou des marché(s) au nom du groupement.

Article VII. COMITE DE PILOTAGE ET COMITE TECHNIQUE

Un comité de pilotage comprenant les représentants (élus et techniciens) de l'ensemble des membres du groupement, sera constitué, auprès duquel seront présentés les différents rendus de l'étude. Participeront aussi à ce comité de pilotage un représentant de la Région Sud et un représentant de l'Ademe, auprès de qui des subventions vont être sollicitées.

Pour préparer les réunions de ce comité de pilotage, un comité technique composé de techniciens désignés par chacun des membres du groupement, ainsi que de techniciens des six syndicats intercommunaux compétents en matière de traitement des déchets et œuvrant sur tout ou partie du territoire des huit EPCI (SIDOMRA, SIECEUTOM, SIRTOM de la région d'Apt, SMICTOM Rhône-Garrigues, SITOM Sud-Gard et Sud Rhône Environnement) sera constitué.

Le coordonnateur assure l'organisation des réunions du comité de pilotage et du comité technique.

Article VIII. DUREE

Le groupement de commandes est réputé constitué une fois la présente convention signée par ses membres.

Il prendra fin après l'exécution complète du ou des marchés, objets du groupement, reconductions comprises.

En cas de résiliation anticipée du marché conclu par le groupement pour quelque motif que ce soit, le groupement pourra procéder à la conclusion d'un nouveau marché répondant aux mêmes besoins, après accord écrit de chaque représentant des membres du groupement tel qu'il est constitué à ce moment.

Article IX. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le groupement de commandes se constitue en application des dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique issu de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018.

La procédure de passation sera choisie en application des règles de la commande publique applicables aux pouvoirs adjudicateurs.

Pour le choix du titulaire, une Commission d'Appel d'Offres est constituée dans les conditions édictées à l'article L.1414-3 du Code général des collectivités territoriales, à savoir :

- ⇒ Un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement.

Les membres pourront librement désigner un membre suppléant, dans les mêmes conditions.

La commission ainsi constituée sera présidée par le représentant du coordonnateur.

Le Président de la Commission d'appel d'offres pourra désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci seront convoquées et pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

La commission pourra également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Le comptable du coordonnateur du groupement et un représentant de la Direction de la Protection des Populations, pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres, lorsqu'ils y sont invités. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Le coordonnateur signera le(s) marché(s) au nom et pour le groupement et le(s) notifiera aux titulaires.

Article X. DISPOSITIONS FINANCIERES

10.01 Prise en charge des dépenses liées au marché

10.1.1 Coordination de l'exécution financière des marchés

Il est expressément convenu que **le coordonnateur exécutera le marché** au nom et pour le compte du groupement. En conséquence, il finance les dépenses relatives au marché groupé et assure le paiement auprès du titulaire. Il en obtient ensuite remboursement, auprès des membres du groupement chacun pour leur part.

Dans l'hypothèse où des subventions sont perçues pour le financement des dépenses concernées, celles-ci seront perçues par le coordonnateur et défalquées du remboursement demandé aux membres du groupement.

10.1.2 Répartition des dépenses entre les membres.

Les marchés pourront comporter :

- un prix global et forfaitaire relatif à chacune des trois phases de l'étude (ou bien selon les phases, un ou des prix unitaires) qui concernera les membres du groupement ayant confirmé leur souhait de participer à la phase de l'étude concernée
- éventuellement des prix spécifiques à chaque entité membre (pour des demandes spécifiques d'étude complémentaire ne concernant que certains membres du groupement)
- et éventuellement aussi, des prix unitaires applicables à chaque entité, sans distinction (coût journée d'étude, par exemple)

En ce qui concerne les blocs de dépenses partagées entre membres du groupement, elles ne seront pas individualisées par le titulaire du marché, et les membres du groupement de commandes engagés dans chaque phase d'études conviennent de les partager **au prorata de la population totale** de chacun, données INSEE (population officielle au 1^{er} janvier 2023).

10.1.3 Remboursement des dépenses auprès du coordonnateur

La CoVe obtiendra remboursement des sommes engagées pour le compte des membres du groupement sur présentation d'un récapitulatif des prestations exécutées par le titulaire et des versements effectués par la CoVe.

La CoVe fournira également les pièces du marché ainsi que tous les actes relatifs à l'exécution du marché : ordres de services, avenants, procès-verbal d'admission...

Les pièces justificatives seront accompagnées d'un titre de recette.

Le remboursement pourra donner lieu à plusieurs appels de fonds, à une fréquence qu'il détermine, au fur et à mesure de l'avancement des prestations et des paiements. La déduction des subventions éventuelles pourra faire l'objet d'une régularisation sur la demande de paiement finale.

10.02 Participation aux frais de coordination

Les frais liés à la coordination de la passation et de l'exécution supportés par le coordonnateur, sont évalués selon les principes décrits ci-dessous, puis affectés à chacune des phases de l'étude, pour être ensuite partagés par l'ensemble des membres du groupement ayant décidé de participer à la phase de l'étude concernée, selon la même clé de répartition que les dépenses des marchés, à savoir au prorata de la population totale. Ainsi, les membres du groupement qui ne souhaiteraient bénéficier que d'une ou de deux des trois phases de l'étude ne se verront facturer que la part des frais de coordination affectés à cette ou ces phases.

Ces frais sont constitués :

- d'un temps/agent passé sur la constitution du groupement, la conclusion du marché et le suivi de l'exécution de celui-ci
- des frais de publication.

Le détail de ces coûts de coordination fera l'objet d'une évaluation prévisionnelle produite par le coordonnateur à l'ensemble des membres du groupement au plus tard à la signature du marché d'étude. Cette évaluation sera actualisée en cours d'opération, à minima chaque 1^{er} juillet et 1^{er} janvier. Il est d'ores et déjà stipulé que le volume d'ETP valorisé par le coordonnateur ne pourra excéder 25 % d'un équivalent temps plein pendant toute la durée de l'opération.

Le coordonnateur adressera en une ou plusieurs fois des demandes de remboursement chiffrées et détaillées à chacun des membres.

Article XI. SORTIE DU GROUPEMENT

11.01 Adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, par son représentant y étant dûment habilité.

L'adhésion d'un nouvel adhérent pourra intervenir dans les conditions suivantes :

- Information des membres du groupement par le coordonnateur, du projet d'adhésion d'un nouveau membre
- Chaque membre peut s'y opposer. A défaut d'opposition expresse de l'un des membres pendant un délai d'un mois à compter de la transmission de l'information, le nouveau membre est réputé intégré au groupement.
- Le coordonnateur en informe le nouvel adhérent ainsi que l'ensemble des membres du groupement.

A cet égard il est précisé que si la nouvelle adhésion intervient avant que le remboursement des frais de coordination n'ait eu lieu, la clé de répartition de ces frais est réajustée en fonction du nombre définitif de membres.

11.02 Sortie et dissolution du groupement

Les membres du groupement ne pourront se retirer de celui-ci que dans les conditions ci-après décrites.

11.02-1 – Retrait intervenant avant la signature d'un marché :

Les membres du groupement, à l'exception du coordonnateur, peuvent se retirer du groupement avant la signature de tout marché par le groupement.

Ce retrait est notifié par le membre du groupement par courrier recommandé en réception au coordonnateur, avec copie aux autres membres du groupement. La notification ne vaut que si elle est antérieure à la signature du marché par le coordonnateur.

Le membre démissionnaire s'acquitte cependant de ses obligations au titre du partage des frais de coordination tels qu'ils sont définis dans le tableau joint en annexe à la présente convention, pour la totalité des procédures déjà en cours. Dans l'hypothèse où plusieurs mises en concurrence sont réalisées, le membre démissionnaire ne sera pas tenu de s'acquitter de sa part de frais liés aux procédures postérieures à son retrait.

En cas de retrait d'un membre, le coordonnateur déterminera, après consultation des autres membres restant, les suites à donner aux procédures en cours.

Le groupement pourra procéder :

- soit à la poursuite de la conclusion du nouveau marché,
- soit à la résiliation du groupement et de la présente convention.

En outre, il est convenu, conformément à l'article III ci-avant, qu'en cas de conclusion d'un nouveau marché par le groupement, qu'elle fasse suite à une résiliation anticipée d'un premier marché ou de la décision de poursuivre la mission initiale par des études complémentaires, chaque membre peut se retirer du groupement dans les conditions du présent article. Ce retrait est considéré comme intervenant avant signature d'un nouveau marché.

11.02-2- Retrait intervenant après la signature du marché :

Après signature d'un marché par le groupement, à travers son coordonnateur, les membres du groupement ne sont autorisés à se retirer de la présente convention que dans des circonstances exceptionnelles, justifiées et répondant à un motif d'intérêt général.

Dans la mesure du possible, les membres du groupement souhaitant se retirer attendent l'occasion d'une reconduction annuelle du marché (pour un marché pluriannuel), afin d'éviter toute résiliation anticipée. A cet effet, le membre concerné notifie au coordonnateur son intention de quitter le groupement et le marché en cours, dans un délai permettant une éventuelle non reconduction annuelle du marché, à savoir 4 mois avant l'échéance contractuelle (Cf. article VI).

Le retrait devra être notifié au coordonnateur par courrier recommandé avec accusé de réception et copie aux autres membres du groupement.

Dans l'hypothèse où l'un des membres du groupement requiert son retrait immédiat du groupement, et en justifiant cette décision par une nécessité impérieuse, il est expressément entendu que celui-ci assume les conséquences financières d'une rupture anticipée du ou des marchés en cours.

Le coordonnateur sollicitera le titulaire du marché en cours pour obtenir son accord sur la poursuite de l'exécution du marché dans ces conditions nouvelles. Si le titulaire en est d'accord, le marché continuera de s'exécuter avec les membres du groupement restant.

Dans le cas contraire, si le marché vient à être résilié, le membre démissionnaire prend à sa charge les éventuelles indemnisations et toute somme due au titulaire du fait de cette résiliation.

En outre, le membre du groupement qui se retire dans ces conditions demeure tenu de ses obligations au titre de la présente convention, ainsi qu'au titre du ou des marchés conclus. En conséquence, il assume la charge financière :

- des frais de coordination tels qu'ils ressortent du tableau annexé à la présente,
- des commandes sur lesquelles il s'est engagé au titre du marché en cours.

11.02-3- Résiliation :

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord, par délibérations concordantes de l'ensemble des membres du groupement.
La disparition du groupement entraîne la résiliation du ou des marchés conclus par celui-ci.
La résiliation du marché est notifiée au titulaire par le coordonnateur.

Dans l'hypothèse où cette résiliation anticipée entraîne la résiliation d'un marché en cours et l'application d'une indemnisation au profit du titulaire, les membres du groupement prennent en charge le montant de l'indemnité à parts égales.

Article XII. ACTIONS JURIDICTIONNELLES

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Nîmes.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, le coordonnateur est habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant le groupement au(x) titulaire(s) du(des) marché(s), après leur notification, chacun des membres du groupement sera habilité à agir en justice pour les griefs auxquels il est partie.

Fait en 7 exemplaires.

le.....

MEMBRES DU GROUPEMENT	SIGNATURE
M / Mme. Représentant la Communauté d'agglomération du Grand Avignon	
M / Mme. Représentant la Communauté d'agglomération Ventoux- Comtat Venaissin	
M / Mme. Représentant la Communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse	
M / Mme. Représentant la Communauté d'agglomération des Sorgues du Comtat	
M / Mme. Représentant la Communauté de communes du Pays des Sorgues Monts de Vaucluse	
M / Mme. Représentant la Communauté de communes du Pont du Gard	
M / Mme. Représentant la Communauté de communes Vaison Ventoux	